

ÉDITION 2014

CODE DES PROCÉDURES COLLECTIVES

DOUZIÈME ÉDITION

Commentaires par

ALAIN LIENHARD

Docteur en droit

Rédacteur en chef du Recueil Dalloz

*Annotations jurisprudentielles
et bibliographiques par*

PASCAL PISONI

Rédacteur aux Éditions Dalloz

DALLOZ

TABLE DES MATIÈRES

CODE DES PROCÉDURES COLLECTIVES

PREMIÈRE PARTIE

LIVRE VI DU CODE DE COMMERCE ET TEXTES D'APPLICATION

I RÉGIME ISSU DE LA LOI DU 26 JUILLET 2005 ET DE L'ORDONNANCE DU 18 DÉCEMBRE 2008

Loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005, art. 165, 190 à 192	p. 5
Ordonnance n° 2008-1345 du 18 décembre 2008, art. 173.....	p. 7
Ordonnance n° 2010-1512 du 9 décembre 2010	p. 7
Code de commerce, art. L. 610-1 à L. 680-7	p. 8
Code de commerce, art. R. 600-1 à R. 670-6	p. 569
Circulaire du 22 juillet 2005 (mesures d'application immédiate de la loi du 26 juill. 2005).....	p. 672
Circulaire du 9 janvier 2006 (mesures de la loi du 26 juill. 2005 applicables aux procédures en cours).....	p. 672
Circulaire du 16 novembre 2006 (intervention des ordres professionnels ou des autorités compétentes dans les procédures ouvertes à l'égard de professionnels libéraux appartenant à des professions réglementées)	p. 676
Circulaire du 6 avril 2007 (application du décret n° 2006-1709 du 23 déc. 2006).....	p. 678

II RÉGIME ANTÉRIEUR À LA LOI DU 26 JUILLET 2005

Code de commerce, anciens art. L. 611-1 à L. 628-8	p. 688
Décret n° 85-1388 du 27 décembre 1985	p. 1202

DEUXIÈME PARTIE

I DROIT EUROPÉEN

Règlement CE n° 1346-2000 du 29 mai 2000 (procédures d'insolvabilité)	p. 1297
---	---------

Circulaire du 15 décembre 2006 (relative au Règlement n° 1346-2000 du 29 mai 2000)	p. 1325
--	---------

II MANDATAIRES JUDICIAIRES

Code de commerce, art. L. 811-1 à L. 814-13	p. 1343
Code de commerce, art. R. 811-1 à R. 814-169	p. 1362
Code de commerce, art. A. 811-1 à A. 814-7	p. 1407

III PRÉVENTION DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

Code de commerce, art. L. 234-1 à L. 234-4 et R. 234-1 à R. 234-7 (procédure d'alerte dans les sociétés commerciales)	p. 1419
Code de commerce, art. L. 251-15 et R. 251-3 (procédure d'alerte dans les GIE)	p. 1424
Code du travail, art. L. 2323-78 à L. 2323-82, R. 2323-18 et R. 2323-19 (droit d'alerte du comité d'entreprise)	p. 1426
Code rural, art. L. 351-1 à L. 351-7, R. 351-1 à R. 351-7 et D. 354-1 à D. 354-15 (exploitations agricoles en difficulté)	p. 1428
Code civil, art. 1799-1; Décr. n° 99-658 du 30 juill. 1999, art. 1 ^{er} (garantie de paiement des entrepreneurs)	p. 1435
Code des assurances, art. L. 423-1 à L. 423-8 et R. 423-1 à R. 423-18 (garantie des assurés)	p. 1436
Code monétaire et financier, art. L. 312-4 à L. 312-18; Règl. CRBF n° 99-05 (garantie des déposants)	p. 1445
Code monétaire et financier, art. L. 313-50 et L. 313-51, D. 313-26 à D. 313-31; Règl. CRBF n° 99-12 (garantie des cautions)	p. 1455
Code monétaire et financier, art. L. 322-1 à L. 322-10; Règl. CRBF n° 99-14 (garantie des investisseurs)	p. 1459
Code monétaire et financier, art. L. 313-22; L. n° 94-126 du 11 févr. 1994, art. 47; Code de la consommation, art. L. 341-1 et L. 341-6 (information des cautions)	p. 1468
Code de commerce, art. L. 526-1 à L. 526-21 et R. 526-1 à R. 526-14; Code civil, art. 1387-1 (protection de l'entrepreneur individuel et du conjoint)	p. 1471
Décret n° 2007-686 du 4 mai 2007; Circulaires des 25 et 26 novembre 2004 (action des pouvoirs publics)	p. 1482

IV TRAITEMENT DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

Code civil, art. 1844-7 (7°) (dissolution des sociétés)	p. 1495
Code général des impôts, art. 1756 (remise de pénalité), 1929 <i>quater</i> (publicité du privilège du Trésor public) et 1929 <i>septies</i> (cession de rang de privilège ou d'hypothèque)	p. 1501
Livre des procédures fiscales, art. L. 269 A et L. 269 B (droit de poursuite individuelle de l'Administration fiscale en cas de liquidation judiciaire)	p. 1506

Code des assurances, art. L. 113-6 (continuation des contrats d'assurance), L. 132-14 et L. 132-17 (contrats d'assurance-vie), L. 443-1 (engagements de caution des entreprises d'assurance)	p. 1507
Code de la sécurité sociale, art. L. 243-4, L. 243-5 et L. 651-6; R. 243-20-2, R. 243-20-3, R. 612-4 et R. 612-5; D. 243-3 (privilège de la sécurité sociale, remise de dette, cession de rang de privilège ou d'hypothèque)	p. 1510
Code des douanes, art. 379 bis; Décr. n° 2007-568 du 17 avr. 2007 (publicité du privilège des douanes)	p. 1515
Code du travail, art. L. 3253-5 (privilège du façonnier)	p. 1519
Code de la propriété intellectuelle, art. L. 132-15 et L. 132-30 (contrats d'édition et de production audiovisuelle)	p. 1520
Code monétaire et financier, art. L. 211-10 (procédure collective d'un intermédiaire habilité)	p. 1521
Code monétaire et financier, art. L. 211-20 et D. 211-10 à D. 211-14 (nantissement de compte-titres)	p. 1521
Code monétaire et financier, art. L. 211-36 à L. 211-40 (opérations sur instruments financiers)	p. 1524
Code monétaire et financier, art. L. 313-12 (crédit d'exploitation aux entreprises - rupture de crédit et crédit abusif)	p. 1526
Code monétaire et financier, art. L. 313-22-1 (engagements de garantie des établissements de crédit et des sociétés de financement)	p. 1545
Code monétaire et financier, art. L. 330-1, L. 330-2 et R. 330-1 à R. 330-3 (systèmes de règlements interbancaires et systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers)	p. 1545
Code monétaire et financier, art. L. 440-7 à L. 440-9 (adhérents d'une chambre de compensation)	p. 1548
Code monétaire et financier, art. L. 513-13 et L. 513-18 à L. 513-21 (sociétés de crédit foncier)	p. 1549
Code monétaire et financier, art. L. 613-24 à L. 613-31 et R. 613-19 à R. 613-23 (traitement des établissements de crédit, des sociétés de financement, des établissements de paiement, des établissements de monnaie électronique et des entreprises d'investissement en difficulté)	p. 1550
Code monétaire et financier, art. L. 613-31-1 à L. 613-31-10, R. 613-24 et R. 613-26 (mesures d'assainissement des établissements de crédit communautaires)	p. 1557
Code monétaire et financier, art. L. 613-31-11 à L. 613-31-19, R. 631-30 et R. 631-22 (mesures de prévention et de résolution des crises bancaires)	p. 1561
Loi n° 75-1334 du 31 déc. 1975, art. 12 (action directe du sous-traitant)	p. 1566
Loi n° 86-1067 du 30 sept. 1986, art. 42-12 (cession des entreprises titulaires d'une autorisation relative à un service de communication audiovisuelle)	p. 1567